

Mise en perspective de l'institutionnalisme de quelques économistes allemands et américains*

Maurice Baslé

Professeur à l'université Rennes I
Directeur adjoint de l'URA CNRS 1240 - CERETIM

Les idées des économistes allemands du XIX^e siècle ont été généralement affectées aux deux écoles historiques allemandes. Ces écoles ont été, entre autres, profondément institutionnalistes en mêlant l'Histoire comparative, le Droit et l'Economie. Deux économistes, Schmoller et Wagner ont été particulièrement influents. Les idées économiques des institutionnalistes allemands ont été « exportées » pour partie aux Etats-Unis. On en retrouvera trace dans le programme fondateur de « The American Economic Association ». Ce programme a lui-même été important aux Etats-Unis mais il a été contesté de plus en plus durement à partir de la fin des années vingt. Lorsque la peur du « contrôle » sur l'économie et des expériences totalitaires s'intensifie, on voit renaître le souci de défendre l'éthique de la concurrence et la nécessité de l'économie de marché. Cependant, dans l'Allemagne d'après le nazisme, le concept d'« économie sociale de marché » est encore marqué d'un double sceau : celui de la théorie des marchés concurrentiels et celui de la nécessaire analyse économique des besoins institutionnels et réglementaires des marchés.

German economic ideas are mainly delivered by the historical school in the nineteenth century. This school was deeply institutionalist and

* Texte présenté au colloque de l'association Charles Gide pour l'étude de la pensée économique, « L'institutionnalisme en question », Marseille septembre 1991.

Gustav Schmoller or Adolph Wagner, economist leaders are great theoreticians of Social Economics. The program of Verein Für Sozialpolitik has influenced the founders of "the American Economic Association". This program has been contested for a century in western Europe and United States. American individualist spirit, distrust in public collective action, and fear of European totalitarian economic experiences explain partially the "neo-classical" optimistic postulates. For example, Frank Knight, in Ethics of competition published in 1923, is a leader in exposing ethical principles of free competition and is a defender of minimization of social control... The debate between institutionalists and neo-classicists has been recurrent through the twentieth century. It's something well known in States but relatively unknown in French economics teaching. In Germany, after the second world war, theoreticians of "market social economy" are affiliated to anti-etatist economic stream, but, clearly they are also the heirs of these economics ideas.

INTRODUCTION

La mise en perspective que nous proposons concerne quelques débats d'idées ou de doctrines plus que la méthodologie économique. Nous ne débattons donc pas ici du contenu, ni de la méthode des économistes dits « institutionnalistes ». A titre provisoire, nous nous donnerons une définition « historique » du terme : la définition que donne W.E. Atkins, en 1932, de l'institutionnalisme. Pour lui, on peut alors résumer en cinq articles les postulats des économistes institutionnalistes : 1) ce sont les comportements de groupe et non les prix qui doivent être au centre de l'analyse économique; 2) on doit accorder plus d'attention aux régularités des coutumes, des habitudes, des lois en tant qu'elles organisent la vie économique; 3) les individus sont influencés par des motivations qui ne peuvent être mesurées quantitativement; 4) le comportement économique évolue constamment et, par conséquent, les généralisations économiques doivent continuer de spécifier le repère du temps et du lieu d'application; 5) c'est la tâche de l'économiste d'étudier les sources des conflits d'intérêts dans la structure sociale existante; cette étude fait partie du sujet, le conflit n'est pas seulement une divergence par rapport à une norme hypothétique ⁽¹⁾

⁽¹⁾ W.E. Atkins, « Institutional Economics », Round table conference of the American Economic Association, *The American Economic Review*, vol. 22, mars 1932, supplément, p. 111.

Si l'on accepte cette large définition, on s'aperçoit d'abord que la plupart des économistes sont en fait peu ou prou institutionnalistes depuis le commencement des temps. On peut citer ici aussi bien Adam Smith que Léon Walras ou Vilfredo Pareto ou encore John Maynard Keynes... Mais « l'école » institutionnaliste a aussi une réalité plus étroite : elle comprend dans ce cas certes Saint-Simon et son insistance sur le parti du progrès, S. de Sismondi et son projet de « garantisme social », K. Marx et sa dynamique de la lutte des classes. Surtout, elle comprend tous ceux qui, depuis deux siècles, ont entretenu des relations d'attraction-répulsion vis-à-vis des classiques libéraux puis des néo-classiques : au premier rang, les institutionnalistes allemands du XIX^e siècle.

Ces économistes allemands du XIX^e siècle peuvent être qualifiés d'idéalistes. D'une manière très générale, en effet, la tendance est à l'idéalisation des institutions économiques historiques avec une grande focalisation sur l'Etat et le rôle des organisations (I). Ces économistes allemands ont influencé les institutionnalistes américains au tournant du siècle (1880-1930) (II). Avec les difficultés des années 20 et 30 et la peur du « contrôle social », une double fracture intervient : la montée aux Etats-Unis d'un esprit néo-classique « dur » même si ce qualificatif reste à nuancer (III); le développement de nouvelles idées économiques libérales en Allemagne, idées qui donneront naissance à « l'économie sociale de marché ». Cette doctrine emprunte à l'éthique américaine de la concurrence, mais reste partiellement influencée par l'institutionnalisme allemand du XIX^e siècle (IV).

I. L'INSTITUTIONNALISME ALLEMAND, INSTITUTIONNALISME IDÉALISTE

Au premier rang des économistes institutionnalistes figurent, bien entendu, *les écoles historiques allemandes* ⁽²⁾. Wilhem Roscher (1817-1894) consacre, par exemple, une grande partie de son œuvre à l'étude des relations salariales, des assurances sociales et des relations industrielles (unions patronales, cartels, tribunaux industriels, syndicats des métiers,...). De son côté Karl Knies (1821-1898) (qui a influencé aussi bien Max Weber que John B. Clark et a été le professeur de Eugen von Bohm-Bawerk, de von Wieser et de l'Américain Richard Ely), réhabilite *l'altruisme* ou du moins le principe de sympathie extrait de la *Théorie des*

⁽²⁾ Cf. M. Baslé, *Quelques économistes allemands : de l'Etat commercial fermé (1800) à l'économie sociale de marché (1800-1990)*, février 1991, Editions de l'espace européen.

sentiments moraux d'Adam Smith lorsqu'il dit : « quelque degré d'amour de soi qu'on puisse supposer à l'homme, il y a évidemment dans sa nature un principe d'intérêt pour tout ce qui arrive aux autres, qui lui rend leur bonheur nécessaire, lors même qu'il n'en retire que le plaisir d'en être le témoin ⁽³⁾ ».

Gustav Schmoller (1838-1917), lui, a choisi une approche dure de l'institutionnalisme en construisant une véritable école « historico-éthique » *en conflit ouvert sur la méthode* avec l'Autrichien Karl Menger. Pour lui, « les individus restent toujours les éléments actifs du corps que l'économie nationale nous montre agissant. Mais lorsqu'ils agissent, c'est toujours, de préférence, comme attachés à des organes déterminés... ⁽⁴⁾ » Pour G. Schmoller, l'Économie ne peut être construite sans analyse des institutions sociales et des principes d'organisation définis ainsi : « par institution politique, juridique, économique, nous comprenons un arrangement pris sur un point particulier de la vie en communauté, servant à des buts donnés, arrivé à une existence et un développement propres, qui sert de cadre, de moule à l'action des générations successives pour des centaines ou des milliers d'années : la propriété, l'esclavage, le servage, le mariage, la tutelle, le marché, la monnaie, la liberté industrielle,... Les organes sociaux sont les formes constantes que revêt l'union des personnes et des biens en vue de buts déterminés : les gens, la famille, les sociétés, les corporations, les confraternités, les communes, les entreprises, l'État, voilà les organes essentiels de la vie sociale... ⁽⁵⁾ » Selon G. Schmoller, l'Économie étudie les actions individuelles, les actions de l'économie nationale et celle-ci, « au point de vue social, se présente comme un mécanisme, composé de groupes d'organes sociaux réagissant d'une certaine façon les uns sur les autres ⁽⁶⁾ ». Malheureusement sa doctrine est aussi par ailleurs très nationaliste et belliqueuse.

L'*institutionnalisme allemand* de la fin du XIX^e siècle est enfin complété avec l'apport ambigu d'Adolph Wagner (1835-1917) en théorie de l'Économie sociale. Wagner s'intéresse surtout à trois grands problèmes : les interrelations et interactions entre la psychologie, la technique et l'économie; la différence entre l'économie pure et l'économie appliquée historiquement définie; la différence entre les problèmes de production et les problèmes sociaux de répartition. Son apport est entaché par des positions doctrinales très nationalistes, agressives et antisémites.

⁽³⁾ A. Smith, *Theory of moral sentiments*, 1^{ère} partie, 1^{er} chapitre.

⁽⁴⁾ G. Schmoller, *Principes d'économie politique*. 1887-1900, Ed. Giard et Brière, 1905, 1907, p. 3.

⁽⁵⁾ G. Schmoller, *op. cit.*, p. 145-150.

⁽⁶⁾ G. Schmoller, *op. cit.*, p. 3.

L'institutionnalisme dans la méthode est donc associé à des doctrines particulièrement contraires aux principes élémentaires de l'humanité.

II. L'INSTITUTIONNALISME AMÉRICAIN DE 1880 À 1930 : UNE SUITE

Malgré son association avec des doctrines dangereuses, l'institutionnalisme allemand va influencer, par divers canaux, les économistes américains qui participent, en 1885, à la création de « The American Economic Association » (sur le modèle de la « Verein für Sozialpolitik »). Le programme fondateur en cinq points est, en effet, loin d'être néo-classique au sens habituel.

Il est dit que 1) l'approche historique est fondamentale en Économie politique; 2) les activités économiques ne sont qu'un aspect d'un organisme social en développement, qu'elles sont intimement reliées aux activités sociales, politiques et religieuses; 3) en raison de ces interrelations, la question de l'éthique doit être posée; 4) cette *question demande* une interrogation sur le rôle de l'État dans les affaires; 5) l'approche historique, en mettant sur les spécificités de chaque corps social, est d'emblée contre l'imitation d'un modèle ⁽⁷⁾.

Pendant, aux États-Unis, le programme est loin de faire l'unanimité : il est combattu par F. William de Harvard ou Arthur Hadley de l'université Yale. Pour ces derniers, il faut s'en tenir aux aspects économiques; *la sociologie, insuffisamment avancée, ne peut qu'être spéculation* et ceci peut mettre en échec le caractère scientifique de l'Économie... Mais l'influence qui l'emporte encore à cette époque est l'influence historique avec ses descriptions, ses méthodes statistiques et comparatives ⁽⁸⁾. Dans cette vision, les statistiques ne sont pas des outils de découverte avec leurs relations causales, leurs moyennes et leurs impossibilités de généralisation. Elles ne doivent être qu'un outil auxiliaire au service de la fabrication des matériaux historiques ⁽⁹⁾. La raison fondamentale de ce postulat est la non-croyance au déterminisme social et l'idée que les

⁽⁷⁾ A.W. Coats, « The first two decades of the American Economic Association », *The American Economic Review*, vol. L, septembre 1960, n° 4.

⁽⁸⁾ Henry A. Pochmann, *German culture in America : philosophical and literary influences. 1600-1900*, Madison, 1957.

⁽⁹⁾ Ceci est la position de Karl Knies dans *Die Statistik als selbständige Wissenschaft, die Volkswirtschaftslehre und ihre Methode* (1893). Les positions contraires seront défendues, en Allemagne, par Ernest Engel, directeur du Bureau royal de statistique prussienne, et par Adolf Wagner, professeur de science politique à l'université de Berlin.

sciences humaines ne peuvent se calquer sur les sciences de la nature. L'idée que les Américains se font de la liberté humaine semble contradictoire avec la mise en équations et l'exposé des lois statistiques et ceci correspond aux propositions de l'école historique allemande.

L'influence allemande se fait cependant également sentir *sur le terrain de la politique sociale*. En Allemagne, dès 1848, Bruno Hildebrand avait œuvré en faveur de solutions nouvelles à la question sociale. Gustav Schmoller avait insisté sur l'idée que les conditions économiques dépendaient de l'existence de « bonnes » institutions sociales... Le flambeau est repris aux Etats-Unis et mêlé à des propositions morales et religieuses. Les idées du « Verein für Sozialpolitik » allemand de 1872 (Roscher, Hildebrand, Knies, Schmoller, Wagner et Engel) se retrouvent dans l'American Economic Association qui annonce qu'elle « considère l'Etat comme une agence dont l'assistance positive est une des conditions indispensables du progrès humain ⁽¹⁰⁾. L'usage des statistiques au service de la meilleure connaissance du monde du travail (que l'on retrouvera avec John Commons (1862-1945)) est même précocement préconisé par Caroll D. Wright au moment où il cherche à introduire les statistiques dans l'enseignement des collèges américains ⁽¹¹⁾.

Cette influence allemande se heurte à diverses résistances, issues elles-mêmes en premier lieu de *l'esprit américain d'individualisme et de méfiance vis-à-vis de l'Etat*. Mais la synthèse semble un temps possible et est réalisée par Henry Carter Adams en 1887 dans les Publications de l'AEA ⁽¹²⁾ : l'Etat au sens des socialistes de la chaire (« Kathedersozialismus ») et l'individu de la tradition politique américaine ne sont plus antagoniques : *l'homme est avant tout un être social* et l'Etat peut être utilisé dans l'intérêt public défini à partir des intérêts des individus. L'économie définie comme une science sociale peut embrasser l'ensemble de ces problèmes, qu'ils soient d'ordre politique, culturel ou social. Les économistes doivent seulement s'ouvrir à la sociologie. Ils ne doivent pas faire de l'éthique et de la réforme sociale un domaine séparé, au risque d'apparaître sentimentaux ou moralistes... L'évolution des économistes américains ainsi amorcée débouchera soit vers une critique radicale (Thornsten Veblen), soit vers des avancées considérables en Economie du travail (John Commons et l'université du Wisconsin, véritable laboratoire d'avant le New-Deal de Roosevelt), soit vers une orientation purement pragmatique en sciences sociales (Albion Small,

⁽¹⁰⁾ *Publications of the AEA*, 1887-I.

⁽¹¹⁾ *Publications of the AEA*, 1888-III.

⁽¹²⁾ « The relation of the State to industrial action », *Publications of the AEA*, janvier 1887-I.

1854-1926, pour qui la tâche du sociologue ne finit pas avec la description ni même avec l'analyse mais inclut l'évaluation et l'action constructive de réforme) ⁽¹³⁾.

En fait, si l'on cherche à faire l'histoire de l'influence allemande sur les économistes américains, il apparaît que *l'institutionnalisme américain en économie* n'a pas commencé avec l'influence allemande. Celle-ci ne sera pas non plus exclusive; mais elle marquera profondément une partie des premières grandes écoles américaines. Ainsi, pour Veblen, Commons ou Mitchell.

a) *T. Veblen* doit être cité en premier lieu. Il est docteur en philosophie de l'université Yale avec une thèse sur E. Kant. Malgré ses particularismes, même s'il n'accepte pas tout l'héritage de l'école historique ni celui de Karl Marx, et même si R. Ely ne l'estimait guère pour différentes raisons, c'est un institutionnaliste, même s'il est moins préoccupé par la genèse des institutions que d'autres économistes. Gaétan Pirou a déjà montré excellemment que Veblen a, comme l'école historique, une conception relativiste de la science économique et un souci de recherche historico-génétique ⁽¹⁴⁾. Veblen (1857-1929) prendra en partie de la distance en affirmant simplement que l'évolution historique est complexe et qu'il importe de construire une vraie théorie économique (on ne peut se contenter de l'histoire) ⁽¹⁵⁾ ⁽¹⁶⁾. Veblen, comme les Allemands précités, participera à la critique du marginalisme (dans deux articles du *Quarterly Journal of Economics*) ⁽¹⁷⁾ : statique (au lieu d'être évolutionniste), individualiste et rationaliste au lieu de faire appel à une psychologie à la fois *instinctive et institutionnelle ou sociale*, optimiste au lieu d'être positiviste... En particulier, la notion de valeur, chez Veblen, renvoie davantage aux habitudes et coutumes du groupe social d'appartenance qu'à une sensation psychologique individuelle.

b) *John Commons* a commencé sa carrière de chercheur avec Ely à l'université John Hopkins puis comme remplaçant de Woodrow Wilson à l'université du Wisconsin. On connaît surtout son ouvrage monumental

⁽¹³⁾ Cf. Albion Small, « The last phase of social science is the transmitting of valuations into life », in *The meaning of social science*, Chicago, 1910, cité dans *The german historical school, op. cit.*, p. 156. Voir aussi le même auteur, *From moral philosophy to sociology*, Albion Small, Harvard Educational Review, Été 1959, XXIX, p. 237-238.

⁽¹⁴⁾ Gaétan Pirou, *Les nouveaux courants de la théorie économique aux Etats-Unis*, Fascicule I, p. 22, éditions Domat-Montchrestien, 1935.

⁽¹⁵⁾ Thornsten Veblen, « La théorie économique de Schmoller », *Quarterly Journal of Economics*, novembre 1901.

⁽¹⁶⁾ Cette position est également celle du Français François Simiand (1873-1935), cf. *La méthode positive en science économique*, 1912.

⁽¹⁷⁾ *Quarterly Journal of Economics*, 1899-1900, « The preconceptions of economic science » et *Q.J.E.* 1900, « The limitation of marginal utility ».

publié en 1910 et intitulé *Documentary History of American Industrial Society*. C'est en partie une *histoire du travail et du syndicalisme*. Par ailleurs, Commons a animé la commission sur les accidents du travail dans l'industrie et proposé un système d'assurances patronales⁽¹⁸⁾. Son étude la plus générale porte sur les droits de propriété (*Legal foundations of capitalism*, 1924) qui sera complétée par son ouvrage d'économie politique (*Institutional Economics, its place in political economy*, 1934). On notera que son «institutionnalisme» le conduira à l'amitié avec le gouverneur du Wisconsin, La Follette, à des positions anti-allemandes pendant la première guerre mondiale (retour de l'histoire!) et à la défense d'institutions intermédiaires, ni étatiques, ni d'intérêt purement privé, comme la Banque des règlements internationaux (exemple de ce que doit faire le «capitalisme raisonnable»...). Sa théorie de la valeur négociée ou délibérée ou encore raisonnable élargit le champ utilisé habituellement en microéconomie.

c) *Wesley C. Mitchell* (1875-1948) est d'abord connu pour son histoire des «greenbacks» (1919). Mitchell est un élève de Veblen et du psychologue de Chicago, Dewey⁽¹⁹⁾. Enseignant à Chicago, puis en Californie, puis à Columbia University, Mitchell dirige la section des prix au bureau des industries de guerre en 1917-1918 et devient le fondateur du *National Bureau of Economic Research*. Dans sa conception de l'analyse économique, on perçoit une nouvelle façon d'intégrer la psychologie, les habitudes sociales et les institutions sociales et, d'abord, la coopération entre les acteurs (hommes d'affaires, techniciens, bailleurs de fonds, gouvernement,...). Surtout, tout au long de son œuvre, Mitchell reste un *empiriste et historiciste exigeant*.

[On notera ici que, curieusement, les deux présidents en compétition, Woodrow Wilson et Théodore Roosevelt, ont subi l'influence de l'historicisme allemand. Woodrow Wilson est en effet un nouvel historien social, issu de la classe de R. Ely à l'université John Hopkins. Il a aidé ce dernier à composer un ouvrage d'histoire de la pensée en étudiant les manuels de tendance ricardienne...)] De 1888 à 1890, il fut professeur d'Économie politique à la Wesleyan university du Connecticut, puis à l'université de Princeton (1890-1902) dont il assura la présidence. Et Théodore Roosevelt a raconté comment R. Ely l'avait introduit au radicalisme en économie et avait fait de lui un bon radical⁽²⁰⁾. Pour lui, ententes industrielles et marchandage collectif sont inévitables dans l'économie industrielle et

(18) Cf. son autobiographie, J.R. Commons, *Myself*, Editions Macmillan, 1934.

(19) John Dewey est lui-même influencé par les Allemands. Cf. son ouvrage, *The influence of Darwin on philosophy*, New York, 1910.

(20) Cf. R. Ely, *Ground under our feet*, p. 279.

doivent donc faire l'objet de réglementation. Son programme de 1912, «New Nationalism», réalise la synthèse entre l'individualisme américain et le corporatisme allemand.

W.C. Mitchell a une grosse influence dans les décennies de formation de la science économique américaine (1870-1929), *alors que le débat est récurrent entre les porteurs d'un esprit néo-classique strict et les tenants d'une science économique et sociale plus large d'emblée*. Progressivement, le néo-classicisme acquiert ses positions. En 1876, Francis Walker énonçait que le marché du travail devait être perçu comme un marché comme les autres : les salariés ne sont pas payés à partir d'un quelconque fonds fixe des salaires, mais à partir d'une anticipation de la valeur des ventes, donc en fonction de l'efficacité de l'entreprise dans un univers où «la concurrence est l'ordre de l'univers économique comme la gravité est l'ordre de l'univers physique⁽²¹⁾». En 1884, F. Walker précisait la méthode : garder les sentiments en dehors de l'économie politique, *ie.* se contenter de l'hypothèse de «rationalité» économique qui va devenir habituelle : le maximum de gain individuel⁽²²⁾. William Taussig restait à l'écart des croyances des membres de l'American Economic Association à ses débuts et son ouvrage de 1911 est tout à fait orthodoxe au sens actuel du terme⁽²³⁾. Progressivement, avec la prospérité américaine de 1897-1914, *John Bates Clark* abandonne toute vision classique pessimiste et *devient fondateur de l'optimisme néo-classique*. Il s'imprègne d'une philosophie pragmatique développée en particulier par John Dewey⁽²⁴⁾. L'individu choisit des moyens pour réaliser ses projets. Il s'adapte et cherche le meilleur en résolvant successivement des problèmes pratiques⁽²⁵⁾. Cette philosophie débouche d'abord sur un *réformisme très prudent, l'incrémentalisme*, qui n'est que le pendant du marginalisme (l'étude de ce qui passe si l'on considère de très petites variations d'un état de choses existant). C'est l'époque où Irving Fisher, à Yale University, montre comment le raisonnement simplement marginaliste imprègne la mentalité de l'homme d'affaires⁽²⁶⁾, sans récuser cependant l'idée de réforme (monétaire ou sociale)⁽²⁷⁾. Au

(21) F. Walker, *The wages question*, 1876.

(22) F. Walker, *Political economy*, 1884

(23) W. Taussig, *Principles of Economics*, 1911.

(24) J. Dewey, *The study of ethics*, 1894; *The psychology of effort*, 1897. Voir les œuvres complètes de John Dewey publiées par Southern Illinois University Press, *The early works, The middle works* (1899-1924), *The later works* (1925-1953).

(25) Voir les développements de la théorie de la Valeur instrumentale.

(26) I. Fisher, *Mathematical investigations in the theory of value and price*, 1892.

(27) I. Fisher, *How to live : rules for healthful living based on modern science*. Ed. Funk et Wagnalls, 1915.

plan de la théorie de la valeur, la théorie de la préférence révélée dans les choix pratiques commence à se développer⁽²⁸⁾.

Peut-être en réaction contre la montée des régimes autoritaires en Europe, mais aussi contre les excès vebléniens ou les faiblesses des institutionnalistes américains, les membres de «The American Economic Association» prennent ensuite leurs distances avec l'institutionnalisme et constituent une école plutôt dominée par l'esprit dit aujourd'hui néo-classique. Le tournant intervient, selon Dorothy Ross, à partir de 1927, lors d'une table ronde comprenant huit statisticiens économistes dont W.C. Mitchell, table ronde consacrée au rôle des statistiques et du quantitatif en économie. W.C. Mitchell restera donc cet économiste américain qui a commencé par compiler un matériau statistique considérable sur les cycles des affaires, non pas tant pour établir une théorie que pour déterminer quantitativement l'influence des différents facteurs en rendant possible «une explication fraîche des faits⁽²⁹⁾». Cofondateur du National Bureau of Economic Research en 1920 (il en assurera la direction jusqu'en 1945), successeur de John Bates Clark à Columbia University, il n'aura guère été critiqué sur la base de son premier livre sur le cycle, car il adoptait un profil relativement bas sur la question de la possibilité de construire la théorie économique grâce à l'induction empirique et à la démarche statistique. A.C. Pigou a loué ce livre dans sa revue *The Economic Journal* en 1914⁽³⁰⁾; W.M. Persons a fait de même aux États-Unis⁽³¹⁾. La conclusion de W.C. Mitchell était plutôt dubitative sur le cycle : chaque cycle semblait particulier et ce résultat était contraire à celui obtenu, presque en même temps, par des techniques plus économétriques de recherches de régularités, par H.L. Moore⁽³²⁾. Mais W.C. Mitchell éditera en 1927 de nouveaux résultats de recherche⁽³³⁾ où la philosophie est un peu différente : le quantitatif pouvait aider à tester les théories. Les données commerciales ou économiques pouvaient être utilisées pour suggérer des hypothèses et tester des propositions⁽³⁴⁾. Cet

(28) Voir, par exemple, l'évolution de l'approche de Frank Peter. Leader de la théorie psychologique, il en vient en 1915 à l'approche par les préférences révélées par les choix (l'arbitre final en matière de valeur étant d'ailleurs non l'individu mais l'opinion publique).

(29) W.C. Mitchell, *Business cycles and their causes*, Berkeley, California University Memoirs, vol. III, 1913, p. 20.

(30) A.C. Pigou, *The Economic Journal*, volume 24, p. 78-81.

(31) W.M. Persons, *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 28, 1914, p. 795-810.

(32) H.L. Moore, *Economic cycles-their law and cause*, Macmillan, 1914.

(33) W.C. Mitchell, «Business cycles : the problem and its setting», *National Bureau of Economic Research*, 1927.

(34) *Op. cit.*, p. 57.

empirisme commence à heurter (alors même que par ailleurs, en 1929, va se constituer la Société d'économétrie). W.C. Mitchell a donc été assimilé aux économistes «post-vebléniens» qualifiés par M.S. Morgan du nom de «tricot mal serré⁽³⁵⁾». En 1932, Paul T. Homan sonne l'hallali et donne le signal du ralliement à ce qui devient de plus en plus l'orthodoxie néo-classique par rapport à laquelle quelques économistes vont être appelés hérétiques⁽³⁶⁾. W.C. Mitchell va alors se ranger aux côtés de Walton H. Hamilton dans une école qui professe que la théorie économique doit être utile, donc réaliste, et s'appuyer sur l'étude quantitative des institutions... c'est-à-dire dans une école qui cherche à s'engager dans ce que l'on appellerait aujourd'hui la macroéconomie appliquée (avec la réserve que les fondements microéconomiques d'une telle macroéconomie étaient à l'évidence considérés comme secondaires). C'est alors que Paul T. Homan définit l'institutionnalisme américain par sept caractéristiques : «a) un accent mis sur le phénomène de changement; b) une négation d'une théorie systématique (il s'agit du néo-classicisme) pour la raison que son idéologie serait erronée et qu'elle ne serait pas appropriée à une meilleure politique économique, à un meilleur contrôle; c) une insistance sur le fait que c'est le test de l'utilité (pour le contrôle) de la théorie économique qui fait la bonne théorie; d) une défense du travail empirique généralisé, qu'il soit quantitatif ou autre; e) une indifférence aux questions de méthode sauf dans le cas de recherches spécifiques; f) une insistance sur la pertinence de la psychologie; et g) un vague espoir que la connaissance ainsi acquise conduise éventuellement à un re-énoncé intégré de la théorie économique⁽³⁷⁾.»

Le reproche principal qui est porté, dès cette époque (et ce reproche est ensuite permanent), est alors l'empirisme naïf, l'utilisation de l'induction et l'absence de contenu théorique autre que le contenu le plus habituel. Plus profondément, le débat divise les économistes une nouvelle fois sur le statut de la théorie économique : hypothèse de travail ou modélisation de la réalité?

(35) L'expression «loosely knit group of American known as the institutionalist school» est de Mary S. Morgan. *The history of econometric ideas*, Cambridge University Press, 1990, p. 44.

(36) P.T. Homan, «An appraisal of institutional economics», *The American Economic Review*, vol. 22, mars 1932, p. 10-17.

(37) P.T. Homan, *op. cit.*, p. 13.

III. LA MONTÉE DE L'ESPRIT NÉO-CLASSIQUE «DUR» AUX ÉTATS-UNIS

La peur de l'interventionnisme étatique qui pourrait s'appuyer sur des informations et des modèles macroéconomiques (littéralement keynésiens), la peur du «*contrôle social*», celle des effets pervers des réformes⁽³⁸⁾ conduisent les économistes néo-classiques à suivre l'exemple de la prudence proposé par F. H. Knight dès 1923, dans son ouvrage *Ethics of competition*⁽³⁹⁾ : le principe de concurrence individuelle y est supposé suffisant (c'est au moins un moindre mal et le contrôle est pire) pour impulser le progrès et l'amélioration économique grâce au savoir, à la technique et à l'organisation. On ne sait aujourd'hui si leurs craintes étaient fondées. Les statistiques et baromètres économiques⁽⁴⁰⁾ ont au moins le mérite de faire que chacun soit mieux informé, calcule et agisse au mieux au sens de la théorie économique. Au plan plus général, nul ne peut prétendre aujourd'hui que les connaissances acquises par des méthodes économétriques puissent véritablement remplacer les résultats que l'on obtiendrait en procédant à de l'Économie expérimentale⁽⁴¹⁾. Qui pourrait également prétendre que la macroéconomie appliquée a restreint les libertés individuelles? Toujours est-il que l'on peut penser que la séparation entre néo-classiques et keynésiens ou autres institutionnalistes a été définitivement scellée dans les années 30 et qu'elle allait se perpétuer pendant trois ou quatre décennies. Cependant, il faut nuancer le jugement.

Les frontières entre institutionnalistes et néo-classiques ne sont pas toujours aussi étanches qu'on ne le pose généralement. Prenons ainsi

⁽³⁸⁾ Voir un essai sur la rhétorique d'un tel conservatisme dans O. Hirschmann, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, tr. fr. Fayard, 1990.

⁽³⁹⁾ F.H. Knight, «Ethics of competition», *Quarterly Journal of Economics*, vol XXXVII, 1923, p. 579-624. L'influence de ce texte sur les théoriciens de l'économie sociale de marché devrait faire l'objet de recherches. Le texte est reproduit dans «Essay Index Reprint Series», *The Ethics of competition and others essays*, by Frank Hyneman Knight, Books of Libraries Press, New York, 1935-1969.

⁽⁴⁰⁾ L'inventeur du premier baromètre économique est Warren M. Persons (1878-1937) de l'université du Wisconsin. L'invention date de 1916 et est présentée dans *The American Economic Review* en 1916 («Construction of a business barometer based upon annual data», Vol. 6, p. 739-769). L'auteur rejoint la faculté de Harvard en 1919 et devient consultant. En 1925, on dénombre 40 instituts privés de conjoncture aux États-Unis (voir Mary S. Morgan, *op. cit.*, p. 57).

⁽⁴¹⁾ Pour un point de vue contraire, voir N. Cartwright, *Nature's capacities and their measurement*, Oxford University Press, 1989. Sur l'histoire de l'économétrie, voir L. Kruger et alii, *The probabilistic revolution*, vol. 2, MIT Press, 1987. Sur l'économie expérimentale, voir Vernon L. Smith, *Experimental economics*, Ed. Edward Edgar, series editor : Mark Blaug, 1988.

l'exemple de Frank Knight⁽⁴²⁾. Il appartient à l'univers de Chicago et est souvent présenté comme un néo-classique. Il est important de relire aujourd'hui son œuvre. Elle est riche et pluridimensionnelle. Knight prône la théorie économique. Mais, en même temps, il a apprécié l'œuvre de Max Weber⁽⁴³⁾ et compris qu'on pouvait y trouver des éléments de réponse à la question : «pourquoi l'économie de marché capitaliste ne s'est pas développée en d'autres lieux et à d'autres époques que l'Europe occidentale moderne». Dans un premier temps, les définitions de la science économique des deux hommes semblent à l'opposé. Pour Knight, l'Économie s'occupe des résultats des choix économiques et ces résultats sont observables et mesurables. On ne doit pas faire du qualitatif, traiter véritablement du contenu mais seulement analyser les formes de choix : «on ne peut dire quels biens précis une personne désirera; on peut seulement être certain que, dans certaines limites, elle préférera plutôt plus que moins et qu'au-delà le contraire sera vrai⁽⁴⁴⁾». Pour Max Weber, au contraire, une telle Économie des choix est trop réductionniste et demande à être validée. Une Économie plus sociale, éventuellement moins généraliste, plus liée à la culture du temps et du lieu, est nécessaire.

Cependant, F. Knight a accepté quelques amendements à sa doctrine initiale. L'Économie pure doit subsister mais on doit aussi tenir compte du fait que l'individu est formé dans et par un processus social : il est endetté vis-à-vis de la société dans son enfance; il devient plus libre de lui-même ensuite. L'influence de la famille sur les choix ne doit donc pas être oubliée. De même que celle des organisations qui emploient la main-d'œuvre. Ces organisations ne sont pas de purs mécanismes. Elles influencent les systèmes de valeur. Elles deviennent un mécanisme social qui tend à faire prévaloir un standard de vie et à chercher, au nom de tous, l'efficacité. F. Knight est ainsi amené à reconnaître la pluralité des systèmes économiques du marché (ces derniers restant cependant les seuls à assurer, dans une large mesure, la liberté du consommateur et celle du producteur) et la nécessité d'une économie sociale apte à permettre de relier la théorie économique et la politique économique. La peur du contrôle et les interrogations des années 30 ont fait place progressivement,

⁽⁴²⁾ F. Knight, «Historical and theoretical in the Problem of Modern Capitalism» in *History and Method of Economics*, Chicago, 1956, p. 89-103.

⁽⁴³⁾ Voir, ici, Arthur Schweitzer, «Frank Knight's social economics», *History of Political Economy*, vol. 7, 1975, n°3, p. 279-292.

⁽⁴⁴⁾ F. Knight, «Ethics of competition», cité par A. Schweitzer, *op. cit.*, p. 281. Voir aussi les ouvrages suivants de F. Knight : *The economic organization*, Chicago, 1933; *Freedom and reform*, New York, 1947 *Intelligence and Democratic Action*, Cambridge, 1960.

après la deuxième guerre mondiale, à l'idée d'une économie « raisonnée » cherchant pour tous le meilleur standard de vie. On n'est pas très éloigné, ici, des efforts de Talcott Parsons et Neil J. Smelser pour une « socio-économie » orientée vers l'individualisme institutionnel ⁽⁴⁵⁾.

IV. LA DOCTRINE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE DU MARCHÉ EN ALLEMAGNE

Le débat et les interrogations américaines des années 20 et 30 ont probablement quelques effets en Allemagne au moment où se développent les expériences économiques et politiques les plus autoritaires. Au plan économique, la concurrence est abandonnée et les pratiques de cartellisation, de monopolisation et les liens croissants Etat-industrie se développent : l'économie de commande, l'économie de guerre supplantent l'économie de marché.

Les économistes résistants à une telle expérience construisent alors un modèle fondé d'abord sur un socle concurrentiel solide et l'éthique américaine de la compétition comme « jeu sportif » bien réglé. L'influence de F.H. Knight reste à prouver mais l'inspiration est proche.

Cependant, on aurait tort de croire que la doctrine de l'économie sociale de marché ⁽⁴⁶⁾ soit une pure importation du « modèle américain ». Elle reste encore partiellement influencée par l'institutionnalisme allemand de la fin du XIX^e siècle.

a) *Le socle concurrentiel de la doctrine* est très net pour tous les économistes allemands de l'école de Fribourg. Nous ne citerons ici que quelques exemples ⁽⁴⁷⁾, celui de Wilhem Ropke (1899-1966), étant le plus probant.

Wilhem Ropke, professeur à Marburg en 1929, s'est exilé à Istanbul dans les années 30. En 1942, dans *La crise de notre temps*, il a fait du problème de la recherche de la concurrence la voie royale : « si on

⁽⁴⁵⁾ Talcott Parsons et Neil J. Smelser *Economy and society. A study in the integration of economic and social theory*. Ed Routledge and Kegan, 1956. Ouvrage dédié à la mémoire d'Alfred Marshall et Max Weber, les deux grands pionniers dans l'intégration de la théorie économique et sociologique. L'ouvrage fait partie d'une collection intitulée : *The international library of sociology and social reconstruction*, cf. M. Baslé, « Economy and Society. A reminder from Parsons et Smelser », *The Journal of Economic Methodology*, Vol. 1, n° 1, June 1994.

⁽⁴⁶⁾ Alan Peacock, *Germany's social market economy, origins and evolution*, Macmillan, Londres, 1989.

⁽⁴⁷⁾ Voir aussi Walter Eucken (1891-1950) dans *Les fondements de l'économie politique*, 1940 et Léonard Miksch (1901-1950) dans *La concurrence comme devoir*.

n'arrive pas à le résoudre, tout le reste est vain ⁽⁴⁸⁾ ». L'esprit de F.H. Knight a, ici, fait école : il y aura en Allemagne une nouvelle éthique de la concurrence. Avec la propriété privée, la formation libre des prix et la jonction de la responsabilité et du risque, l'économie de marché concurrentielle sera, en effet, selon W. Ropke, bien armée pour savoir, mieux que n'importe quel autre modèle, produire et développer. La conséquence est que, pour W. Ropke, l'intervention de l'Etat est non conforme lorsqu'elle influence les prix de marché, met des entraves à la concurrence ou cherche à réglementer les échanges de devises ou le pouvoir monétaire des banques ou encore l'immigration ⁽⁴⁹⁾. Dans la même veine, Ludwig Erhard (1897-1977) associera toujours « prospérité et concurrence ». Le principe de concurrence sur le marché libre permet la flexibilité, le rééquilibrage. Selon L. Erhard, il faut être optimiste car, « lorsqu'au cours de l'évolution on doit renoncer à des gains ou enregistrer des pertes, les forces d'ajustement sont rapides et efficaces. Cette preuve garantit, en effet, le progrès économique et une hausse de productivité qui profite aux consommateurs, c'est-à-dire au peuple dans son ensemble ⁽⁵⁰⁾ ». Comme la libre concurrence n'existe qu'avec l'économie de marché, L. Erhard défend le système et en même temps ses réussites en termes de prospérité. L'éthique de la concurrence de L. Erhard est la même que celle W. Ropke : le cartel est l'organisation qui transforme un entrepreneur en fonctionnaire ⁽⁵¹⁾. L'appropriation publique des moyens de production « ne sert qu'à déifier l'Etat et aliéner totalement la liberté des citoyens ⁽⁵²⁾ ». « Les blocages de prix signifient (...) toujours des blocages de quantités ⁽⁵³⁾ », etc.

b) *Concernant maintenant le caractère « social » de l'économie sociale de marché*, la vision est d'abord la suivante :

– amélioration lente mais réelle du pouvoir d'achat des salariés les plus pauvres grâce à la stabilité monétaire et à la diffusion progressive à prix relatifs décroissants de biens semi-durables réservés au départ aux catégories les plus favorisées. « Un réfrigérateur pour chaque ménage »

⁽⁴⁸⁾ Wilhem Ropke, *La crise de notre temps*, tr. fr., 1945, Payot, Paris, 1962, p. 201.

⁽⁴⁹⁾ *Id. op. cit.*, p. 217-218. Voir aussi Wilhem Ropke, *L'économie mondiale au XX^e siècle*, 1958, tr. fr., Droz et Minard, Paris, 1959, p. 60s. et p. 82-83.

⁽⁵⁰⁾ Ludwig Erhard, *Une politique de l'abondance*, 1962, tr. fr., R. Laffont, 1963, p. 178.

⁽⁵¹⁾ *Id. op. cit.*, p. 420.

⁽⁵²⁾ *Id. op. cit.*, p. 261.

⁽⁵³⁾ *Id. op. cit.*, p. 179.

selon L. Erhard⁽⁵⁴⁾ puis, par attraction vers le haut, la diffusion de la norme de consommation des plus riches;

– extension de la population employée : 13,6 millions des personnes en 1949, 20,1 millions en 1959.

Mais ce résultat n'est, en réalité, *pas obtenu par le seul jeu de la sélection spontanée due à des mécanismes concurrentiels*. Certes, il faut moins d'Etat et moins de monopoles, mais *la concurrence doit être organisée*. « Il serait faux de caractériser l'économie libérale ou, mieux, l'économie de marché, par un manque total d'organisation et par l'anarchie⁽⁵⁵⁾ ». Ainsi, par exemple, la stabilité monétaire doit être fondée sur un nouvel état d'esprit⁽⁵⁶⁾. Le keynésianisme et l'Etat-providence sont certes critiqués mais, immédiatement, on réintroduit des interventions de politique économique : exonérations fiscales, mesures sociales, dépenses publiques d'éducation et de formation professionnelle, politique conjoncturelle, politique du taux de change (comme, par exemple, la réévaluation du mark en mars 1961 pour stabiliser l'expansion), politique plus structurelle avec des accents hayékien mais normatifs : « il faut respecter un certain nombre de propositions pour maintenir l'économie en harmonie⁽⁵⁷⁾ ». Ces mesures de politique économique doivent, simplement, être toujours conformes au principe du marché libre (« marktconform »)⁽⁵⁸⁾. Il ne s'agit que de compenser les « excès » éventuels du libéralisme par des mesures contraires.

Au plan externe, les principes d'un commerce extérieur sain sont ceux du libre-échange avec l'émulation et la division internationale croissante du travail. Mais la réalité, décrite et souhaitée au moment du contrôle des importations de l'après-guerre, est d'abord l'action des services ministériels de la politique commerciale (section V du

⁽⁵⁴⁾ *Id. op. cit.*, p. 195-198.

⁽⁵⁵⁾ *Id. op. cit.*, p. 36. Le texte date du 19 octobre 1946.

⁽⁵⁶⁾ Cf. Wilhem Ropke, « La lutte contre l'inflation de notre temps », in *Publications de l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève*, n° 46, « Inflation et ordre monétaire international », Genève, 1967. « L'inflationniste est un homme qui possède un penchant exagéré pour la croissance continue, pour des chiffres grandissants, pour des progrès quantitatifs ininterrompus, pour des courbes très ascendantes. Il voue un véritable culte au "toujours plus grand" et au futur qui, selon lui, doit dépasser sans cesse le présent sous le simple point de vue des dimensions matérielles. »

⁽⁵⁷⁾ *Id. op. cit.*, p. 179.

⁽⁵⁸⁾ Cf. Alfred Müller-Armack, « The meaning of the Social Market Economy ». Article d'abord publié en 1956 et reproduit dans Alan Peacock et Hans Willgerodt editors, *Germany's Social Market Economy : origins and evolution*, Macmillan, 1989. Dans ses *principes d'économie (Die lehre von der Wirtschaft)*, Wilhem Ropke, dès 1937, avait affirmé que l'accumulation d'interventions étatiques non conformes pouvait transformer l'économie de marché en économie planifiée.

ministère de l'Economie nationale)⁽⁵⁹⁾. Le commerce extérieur, au sens de L. Erhard, n'a pas seulement un fondement microéconomique. Ce n'est « pas seulement une source de profits pour ses bénéficiaires immédiats mais pour tous ». C'est un « pilier de la culture générale commerciale », qui permet de « créer un climat de détente grâce à une association effective à l'intérieur des entreprises⁽⁶⁰⁾ ».

L'organisation de la concurrence est jugée nécessaire et c'est un « ordo-libéralisme » qui est défendu car, selon W. Ropke, « l'économie de marché n'est pas tout : elle doit s'insérer dans un cadre général qui ne peut se fonder seulement sur l'offre et la demande, la liberté des prix et la concurrence. Elle doit être tenue fortement dans le cadre d'un ordre général qui corrige les imperfections et les rigueurs d'une économie libre⁽⁶¹⁾. » Il faut une « franche compréhension des imperfections de l'économie de marché⁽⁶²⁾ » et, plus structurellement, il est nécessaire, à l'exemple de la Suisse, d'éviter les erreurs du « colossal » (« small is beautiful »), les déséquilibres entre la ville et la campagne, l'individualisme trop abstrait et le matérialisme pur et simple. En un mot, le « modèle américain » n'est par importable. Rappelons d'ailleurs que ce modèle est encore largement mythique dans les années 20. Dans *The ethics of competition*, F.H. Knight écrivait : « Economic and other activities will always be organized in all the possible ways, and the problem is to find the right proportions between individualism and socialism and the various varieties of each, and to use each in its proper place⁽⁶³⁾. » La première école de Chicago semble donc avoir été moins extrême que la seconde.

On peut même ajouter à l'argumentation sur ce retour de l'institutionnalisme que les accents de Wilhem Ropke, en particulier, ont une *connotation contre-moderne et plus traditionaliste* que ce que l'on a coutume d'envisager. Dans *Au-delà de l'offre et de la demande. Vers une économie humaine*⁽⁶⁴⁾, W. Ropke fait ainsi un plaidoyer en faveur du spirituel et du moral et des « inaltérables critères du droit naturel, la continuité, la tradition, tout ce qui lie les hommes à la communauté⁽⁶⁵⁾ ». Pour W. Ropke, le trop grand utilitarisme ou matérialisme fait de l'économie politique

⁽⁵⁹⁾ Ludwig Erhard, *L'expansion économique allemande*, Domas, 1953, p. 45.

⁽⁶⁰⁾ *Id. op. cit.*, p. 19.

⁽⁶¹⁾ Wilhem Ropke, *La crise de notre temps*, *op. cit.*, p. 201.

⁽⁶²⁾ Wilhem Ropke, *Civitas humanitas ou les questions fondamentales de réforme économique et sociale. Capitalisme, collectivisme, humanisme économique, Etat, société, économie*, 1944, tr. fr. Librairie de Médicis, 1946.

⁽⁶³⁾ F.H. Knight, 1923, *op. cit.*, 1969, p. 58.

⁽⁶⁴⁾ W. Ropke, préface de Jacques Rueff, Paris, Payot, 1961.

⁽⁶⁵⁾ *Id. op. cit.*, p. 170.

une véritable science marginale. L'individualisme méthodologique reste battu en brèche. Il en est de même pour L. Erhard qui, en 1957, peut affirmer : « Nous sommes menacés par un individualisme abstrait et coupé du réel, pour la bonne raison que nous avons mal compris notre liberté. Nous avons considéré, en effet, qu'elle nous permettait d'assouvir tous nos désirs égoïstes, sans aucun égard vis-à-vis de la société ou de l'Etat... La liberté qui n'est pas intégrée à un système d'organisation économique, la liberté qui ne connaît aucune limite morale, ne pourra être que dénaturée ⁽⁶⁶⁾. »

Cependant, contrairement aux idées reçues, les économistes allemands ne vont pas dans le sens de la convergence des systèmes (à la manière de Jan Tinbergen) ⁽⁶⁷⁾, convergence qui ne se retrouvera d'ailleurs pas dans les faits avant l'implosion pure et simple des économies de l'Est européen. Mais ce ne sont pas non plus de purs économistes libéraux. Comme A. Smith ou Bentham ou d'autres, ils admettent l'existence et l'action de l'Etat dès lors qu'elles ne contredisent pas les forces du marché ⁽⁶⁸⁾.

⁽⁶⁶⁾ L. Erhard, *Donnez à l'Etat ce qui lui revient*, 1957.

⁽⁶⁷⁾ J. Tinbergen, « The theory of the Optimum regime », in L. H. Klaasen, L. M. Koyck et H. J. Witteveen editors, *Selected papers*, North-Holland, 1959, et « Do Communist and Free economics show a converging pattern? », *Soviet Studies*, vol. XII, n°4, 1961.

⁽⁶⁸⁾ Cf. une discussion de ce point dans Friedrich A. Lutz, « Observations on the problem of Monopolies », *Ordo-Yearbook*, 1956.